L'ombre portée de la défaite : La Révolution française dans l'historiographie japonaise de l'après-guerre.

Yoshihiro Matsuura

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/4677>

DOI : 10.4000/lrf.4677

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Yoshihiro Matsuura, « L'ombre portée de la défaite : La Révolution française dans l'historiographie japonaise de l'après-guerre. », *La Révolution française* [En ligne], 19 | 2021, mis en ligne le 01 février 2021, consulté le 04 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/4677> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lrf.4677>

Ce document a été généré automatiquement le 4 février 2021.

© La Révolution française

L'ombre portée de la défaite : La Révolution française dans l'historiographie japonaise de l'après-guerre.

Yoshihiro Matsuura

NOTE DE L'ÉDITEUR

Nous avons conservé l'usage commun en Asie orientale des noms propres : le nom de famille en premier, le prénom en second.

- 1 Au Japon, « l'historiographie de l'après-guerre » est née de la défaite de 1945 et du démantèlement du régime impérial. Son attention se concentra sur la structure sociale et mentale du Japon moderne, guidée par cette question : comment le Japon en était-il arrivé à plonger dans une guerre aussi insensée ? De cette interrogation existentielle devait naître une théorie originale de la Révolution française élaborée par Takahashi Kohachiro¹.
- 2 La théorie de Takahashi se caractérisait par deux points. Premièrement, elle comprenait la Révolution française comme le modèle des révolutions bourgeoises, conçues comme l'étape décisive de « la transition du féodalisme au capitalisme ». Takahashi pensait donc que l'événement clé de la Révolution française fut l'abolition de la propriété foncière féodale, c'est-à-dire la solution de la question agraire. Mais, et c'est le second point, pour parvenir à cette solution, s'ouvraient selon lui « deux voies » possibles : d'une part celle consistant à vouloir réaliser « une réforme agraire » par « la combinaison de l'aristocratie foncière féodale et d'un groupe de la haute bourgeoisie » [le capital marchand] et, d'autre part, celle consistant à essayer de réaliser « la révolution agraire », fondée sur « un groupe de producteurs petits et moyens (paysannerie) » [le capital industriel]. L'expression politique de ces « deux voies » se

traduisit par la lutte entre les montagnards et les girondins, les premiers l'emportant sur les seconds pour réaliser l'abolition de la féodalité en établissant une dictature en l'an II. C'est pourquoi Takahashi considérait l'époque de la « dictature jacobine » comme cruciale².

- 3 Cette argumentation était le fruit des problématiques de « l'historiographie de l'après-guerre », qui avait pour programme d'action l'abolition des rapports féodaux subsistant encore au Japon sous la domination du « capital marchand », et qui pensait que seul « le capital industriel » pouvait réaliser « la transition du féodalisme au capitalisme ». Takahashi écrit dans la préface de son ouvrage, *Structure de la révolution bourgeoise* (1950) : « Nous souffrons non seulement de l'existence de la société civile moderne ou de celle de la production capitaliste, mais aussi de son sous-développement ; en d'autres mots, de la survivance des rapports féodaux. Pour nous, l'année 1789 n'est pas une affaire d'étrangers. »
- 4 En raison de leur problématique aiguë et de leur cohérence remarquable, les œuvres de Takahashi, avec celles d'Ôtsuka, suscitèrent beaucoup d'adeptes. De sorte que les recherches sur la Révolution française s'articulèrent jusqu'au milieu des années 1960 autour de ses arguments relatifs à « la transition du féodalisme au capitalisme ». Takahashi lui-même participa au débat international sur ce thème développé par M. Dobb et P. Sweezy au début des années 1950. Pendant cette période, furent produits en masse des articles incluant dans leurs titres des termes tels que « féodalisme », « absolutisme », « manufacture », « capitalisme » et « Jinushi-sei » (système du propriétaire foncier non exploitant). Le bilan en est dressé dans la publication de Ôtsuka H., Takahashi K. et Matsuda T. (dir.), *Cours sur l'histoire économique de l'Occident : Transitions du féodalisme au capitalisme* [désormais *Cours*], 5 vol. , 1960-62, qui rassemblait 43 auteurs au total.
- 5 Pourtant, rétrospectivement, le *Cours* constitue « une brillante conclusion » à cette « historiographie de l'après-guerre³ ». En effet, avant et après la publication du *Cours* s'élevèrent des critiques contre celle-ci, non seulement de l'extérieur⁴, mais aussi de l'intérieur. Par exemple, Takeuchi Mikitoshi et Yoshioka Akihiko, deux contributeurs du *Cours* pourtant, critiquèrent la problématique de la transition du féodalisme au capitalisme, affirmant qu'elle ne correspondait pas à la réalité sociale du Japon⁵. En conséquence, l'historiographie de l'après-guerre se transforma des années 1960 aux années 1970. Dans le domaine de l'histoire de la Révolution française, ce furent Shibata Michio et Chizuka Tadami qui incarnèrent cette mutation. Son aboutissement peut se lire dans leurs ouvrages principaux : Shibata M., *Monde moderne et mouvements populaires* [désormais *Monde moderne*] (1983) et Chizuka T., *Robespierre et Dolivier : La place de la Révolution française dans l'histoire universelle* [désormais *Robespierre*] (1986)⁶. Ces deux livres sont les meilleurs produits de l'évolution de l'historiographie de l'après-guerre, cherchant à en conserver, mais de façon critique, les perspectives et les méthodes de recherche.
- 6 Nous tenterons dans cet article de comprendre les caractères de cette transformation historiographique en nous concentrant sur ces deux ouvrages. Nous chercherons également à montrer à la fois les points communs et les points de désaccord de ces œuvres. Nous tenterons enfin plus particulièrement d'apprécier leur analyse des mouvements populaires pour mesurer leur apport et définir notre positionnement dans le champ actuel des recherches sur la Révolution française. Nous commencerons par

examiner d'abord l'œuvre de Shibata et puis celui de Chizuka, en restant attentif également à leur itinéraire académique.

Monde moderne et mouvements populaires de Shibata Michio

- 7 Le propos principal de ce livre est « de situer dans l'histoire universelle l'évolution de la société de l'Europe de la fin du 18^e siècle à la fin du 19^e siècle que l'on regarde généralement comme la période d'établissement de "la société civile d'Occident"⁷ ». Cependant, ce livre ne constitue pas un simple traité d'histoire du monde moderne. Shibata prévient dès le début de l'introduction de son ouvrage : « Il me semble qu'il faut aujourd'hui assimiler et reformuler, du point de vue critique, les problématiques et les résultats présentés depuis l'historiographie de l'après-guerre. J'ai donc l'intention d'écrire toute une partie de ce livre en tenant compte de l'historiographie de l'après-guerre, même si cela n'est pas toujours explicite⁸. »
- 8 Comme il l'indique, l'intérêt de l'auteur consiste à se positionner de manière critique vis à vis de l'héritage de « l'historiographie de l'après-guerre » en proposant une nouvelle synthèse qui la remplacerait. Shibata connaissait bien les enjeux de cette historiographie héritée des conflits qui traversaient la société japonaise issue de la Seconde Guerre mondiale. Lui-même avait commencé ses recherches en s'attaquant au problème de « la transition de la féodalité au capitalisme » en Occident, mais avec en tête la modernisation du Japon⁹. Encore faut-il préciser ce qu'est « l'historiographie de l'après-guerre » d'après Shibata. Une remarque de son introduction met le lecteur sur la piste. « *« Monde moderne » et « mouvements populaires »* étaient des thèmes fondamentaux et très familiers pour l'historiographie de l'après-guerre. D'ailleurs, le changement de la façon de les aborder fut, semble-t-il, décisif pour la transformer et la démolir [...]. D'une part, sa théorie originale sur *« la modernisation »* évolua vers celle sur *« le système-monde capitaliste »* et d'autre part, son argumentation sur *« les mouvements populaires »* [...] est en train d'entrer dans une nouvelle phase grâce à l'approche sociale et culturelle¹⁰. »
- 9 Shibata présenta ainsi une interprétation systématique de l'histoire du monde moderne, tout en accordant toute leur place aux mouvements populaires. On pourrait dire que *Monde moderne* était une traduction de son processus d'émancipation vis à vis de l'historiographie de l'après-guerre. Nous tenterons donc de suivre l'itinéraire intellectuel de cette émancipation, en nous concentrant sur deux sujets : « monde moderne » et « mouvements populaires ».

De « la modernisation » au « système mondial capitaliste »

- 10 La démarche de l'historiographie de l'après-guerre reposait globalement sur une théorie de « la modernisation » propre au Japon. Comme le suggéra typiquement l'article de Takahashi Kohachiro en 1949 sur « la transition de la féodalité au capitalisme » en Occident¹¹, l'un des buts principaux de l'historiographie de l'après-guerre se résumait à donner une perspective méthodologique pour analyser « le capitalisme arriéré », dont le capitalisme japonais. La dichotomie « type de l'Europe occidentale » *versus* « type d'Europe orientale » du développement, fut érigé dans l'historiographie de l'après-guerre en paradigme d'une typologie valorisant l'idée de

« modernité ». Cette division, servant à classer les pays d'Europe occidentale comme modernes et ceux d'Europe orientale comme pré-modernes, était mesurée à l'aune de leur expérience révolutionnaire dans son stade bourgeois, comme disait alors la doxa marxiste. Dans les pays comme l'Angleterre et la France qui avaient connu la révolution bourgeoise, s'établissait, pensait-on, « la société civile moderne » où se réalisaient « les individus indépendants libérés des contraintes communautaires et les relations sociales libres qu'ils nouent » ainsi que « la vraie transition du féodalisme au capitalisme ». Inversement, on considérait que dans les pays qui n'avaient pas expérimenté la révolution bourgeoise, comme la Prusse, la Russie et le Japon, les communautés et les rapports féodaux subsistaient et le développement capitaliste prenait une tournure particulière.

- 11 Cependant, cet antagonisme moderne / pré-moderne avait été contesté dès 1949 par Eguchi Bokurô, qui pensait « que les sociétés sous-développées existant dans diverses parties du monde actuel ne sont pas seulement en retard par rapport aux pays avancés, mais sont plutôt empêchées de progresser par le développement impérialiste du capitalisme¹² ». En outre, dans l'exposé au Congrès annuel de la Société des sciences historiques de 1950, il critiqua le courant de l'historiographie d'après-guerre qui ne comprenait le processus de la formation du capitalisme que du seul point de vue national et perdait de vue l'interdépendance mondiale à l'époque de l'impérialisme¹³. Cette critique d'Eguchi était probablement partagée par Shibata, parce que Shibata et Eguchi travaillèrent ensemble un certain temps au sein de la Société des sciences historiques : Shibata était membre du comité de cette Société de 1948 à 1952 et de 1959 à 1960, tandis que Eguchi fut son président de 1950 à 1961¹⁴.
- 12 Ce fut durant les années 1960-1970 que la théorie de « la modernisation » de l'historiographie d'après-guerre évolua peu à peu en théorie sur « le capitalisme mondial », lorsque le problème « nord-sud » du mal développement commença à attirer l'attention. Ainsi, lorsqu'il voulut élaborer un concept qui remplacerait celui de « société civile d'Occident », Shibata prit en considération principalement les trois théories suivantes.
- 13 Tout d'abord, celle relative au « capitalisme mondial » de Kenji Kawano. Dans deux livres collectifs¹⁵, ce dernier insistait sur le fait que le capitalisme anglais ne s'était pas seulement formé grâce aux conditions domestiques propres de l'Angleterre, mais dans le cadre d'un marché international, et que l'économie capitaliste revêtait dès sa naissance un caractère mondial. Shibata s'appuya également sur « la théorie de la dépendance » proposée dans le domaine de l'économie à la même époque à peu près. Elle visait à critiquer la théorie de la modernisation, née aux États-Unis après la Deuxième Guerre mondiale, qui assimilait l'état actuel des pays sous-développés à un stade que les pays avancés auraient aussi connu antérieurement au cours de leur histoire¹⁶. Au contraire, pour la théorie de la dépendance, comme l'indiqua Andre Gunder Frank, « le sous-développement » des pays du Tiers Monde était inséparable du « développement » de l'Occident et le produit d'une « structure métropole-satellite » de l'économie mondiale capitaliste plutôt que d'un retard¹⁷. Enfin, Shibata eut volontiers recours à la théorie du « système-monde » proposée par Immanuel Wallerstein au milieu des années 1970, qui comprenait le monde moderne comme un ensemble interdépendant. D'après Wallerstein, dans « l'économie mondiale capitaliste » comme forme du « système-monde », un seul système international se formait à travers la

division du travail et les relations de marché, dans lequel chaque région se voyait assignée soit au « centre », soit à la « périphérie » soit encore à la « demi-périphérie »¹⁸.

- 14 Participant à cette réflexion globale, dans un article publié en 1970¹⁹, Shibata s'efforça de replacer la Révolution française dans le cadre des relations internationales, en s'appuyant sur la thèse de « la révolution atlantique » de Jacques Godechot et Robert Palmer. Comme les historiens occidentaux de la Révolution française l'ont depuis longtemps expliquée principalement par des facteurs intérieurs mais qu'ils sont aujourd'hui en train de réévaluer la thèse de la mondialisation, on pourrait souligner la précoce clairvoyance de Shibata²⁰.
- 15 Toutefois, dans *Monde moderne*, Shibata adopta plus particulièrement la théorie du « système-monde » de Wallerstein. De sorte qu'il en vint à comprendre le monde moderne du point de vue de la relation entre centre et périphéries dans le système-monde capitaliste, et non pas en fonction de « la transition de la féodalité au capitalisme » dont le pivot était la révolution bourgeoise. Bien qu'il reprît en gros le point de vue de Wallerstein, il s'en écartait néanmoins fortement par sa façon de penser les États. Premièrement, à la différence de Wallerstein, Shibata regardait l'État comme un système social, dans la mesure où il avait tendance à être autosuffisant et à organiser autour de lui les régions dépendantes. Ensuite, il pensait que les sociétés capitalistes du « centre » réglaient et dominaient essentiellement la relation centre-périphérie. Enfin, il mit l'accent sur « les facteurs non économiques », surtout « le rôle symbolique de l'intégration nationale », alors que l'État de Wallerstein était défini fondamentalement par la logique économique du système mondial²¹.

Des « luttes de classes » aux « mouvements populaires »

- 16 Dans l'historiographie de l'après-guerre, les « mouvements populaires » tels que soulèvements paysans, émeutes populaires, urbaines ou mouvements ouvriers, furent l'un des domaines les plus étudiés. Pourtant, comme le suggère l'usage du terme *Minshû Undô* (mouvements populaires), ils y étaient compris du point de vue des luttes de classes. Shibata écrit :

Bien que le cadre fondamental de l'historiographie de l'après-guerre fût le développement de la structure sociale, les mouvements populaires mettaient à l'épreuve les contradictions inhérentes à cette structure sociale. Par conséquent, ce qui était considéré comme important, ce ne fut pas l'existence des mouvements populaires, mais les contradictions qu'ils exprimaient [...]. Les mouvements qui n'avaient pas contribué à établir un nouveau mode de production durent être considérés comme anachroniques et n'ouvrant aucune perspective pour l'avenir, même s'ils perturbèrent et secouèrent le régime de gouvernement existant²².

- 17 Cependant, au milieu des années 1960, de nouvelles approches commencèrent à apparaître. Bien que la morale populaire fondée sur les valeurs de diligence, d'économie, d'honnêteté et de piété filiale tendît à être considérée comme « traditionnelle » ou « conservatrice », Yasumaru Yoshio proposa de l'envisager comme une norme régulant la vie quotidienne, devenant de fait « le moteur de la modernisation du Japon²³ ». Comprendre le peuple en fonction de la conscience de sa vie quotidienne se retrouve également dans les recherches de Kiyasu Akira qui étudiait les premiers ouvriers de la France moderne. Considérant les ouvriers comme des êtres sociaux et humains menant leur vie propre, avant d'être des unités comptables et mesurables, il avança la notion de « zone de vie », dont l'étendue, y compris le lieu de

travail, recouvrait « les pratiques habituelles et les relations personnelles directes qui s'y trouvent, la conscience de soi des ouvriers et le monde de leur mentalité ». Sa conclusion fut que le peuple avait sa propre culture, ses propres idées, la conscience de son existence²⁴.

- 18 D'après Shibata, cette nouvelle direction de recherche qui réhabilitait le peuple en tant qu'acteur de son destin ne fut pas sans rapport avec les travaux de Georges Lefebvre, lequel démontra, du point de vue « d'en bas », l'autonomie de « la révolution paysanne » dans la Révolution française. Shibata mit d'ailleurs en évidence deux possibilités théoriques dans les études de Lefebvre. Premièrement, il souligna que Lefebvre avait compris les classes non seulement par les conditions économiques objectives, mais aussi par « l'attitude mentale commune envers la nature, la vie, la société et Dieu ». Le concept de « mentalité collective » dans les mouvements populaires y tenait ainsi une place essentielle. Deuxièmement, il estima que Lefebvre avait introduit la notion d'« alliance » entre les classes sociales pour situer l'autonomie des mouvements populaires au sein de la Révolution. Celle-ci devenait « un bel exemple concret » de « l'hégémonie » d'Antonio Gramsci, soit « la relation d'ordre établie en obtenant le consensus d'en bas au niveau social et culturel », permettant l'analyse des tensions politiques ultérieures, qu'elles soient engagées dans la voie réformiste ou la radicalité révolutionnaire²⁵.
- 19 Ainsi, en se référant aux charivaris et aux fêtes, et remarquant que les violences populaires étaient souvent ritualisées par la coutume communautaire, Shibata insista sur le fait que les émeutes incluaient des violences en même temps que la formulation d'un ordre. Observant que la taxation populaire et la vente volontaire des denrées dans les émeutes frumentaires étaient une « exécution de substitution » à la place des autorités locales et s'appuyant sur l'idée de « l'économie morale » qui justifiait la demande du peuple pour que les subsistances soient vendues à « juste prix », il prétendit que les mouvements populaires avaient eu tendance à justifier ainsi leur violence face aux représentants de l'État ou aux dominants de la hiérarchie sociale. Il montra ainsi que l'ordre social dans l'État moderne était profondément enraciné dans le système de valeurs traditionnelles du « monde du peuple », que les élites se devaient de respecter²⁶.

L'État comme point de convergence entre « système mondial capitaliste » et « mouvements populaires »

- 20 *Monde moderne* montrait l'émancipation de Shibata vis à vis de l'historiographie de l'après-guerre. Mais il fut aussi l'aboutissement de l'élargissement de son champ d'études depuis la publication de *La conspiration de Babeuf* (1968).
- 21 Par cet ouvrage, Shibata chercha à donner sens à la Révolution française dans son ensemble et à la situer au sein des mouvements politiques et sociaux européens du 19^e siècle. Ainsi, il participa tout d'abord en 1971 au colloque international consacré au centenaire de la Commune de Paris et publia un livre sur le sujet²⁷. Ensuite, il édita une série de travaux d'histoire générale, dont un article intitulé « Le développement du monde moderne²⁸ ». Shibata y formula une proposition d'ensemble concernant le rôle des doubles révolutions occidentales, bourgeoises et industrielles, qui auraient influencé l'histoire moderne du monde. De plus, Shibata se demanda quel type de

narration adopter et entreprit de rédiger plusieurs livres d'histoire universelle destinés au public japonais.

- 22 En conséquence de cet élargissement, Shibata proposa une perspective méthodologique dans la composition de *Monde moderne*. Il écrit dans l'avant-propos de ce livre : « Étant donné que je commençai mes recherches par l'histoire économique dans le climat de l'historiographie de l'après-guerre et que j'élargis ensuite mes intérêts aux mouvements sociaux et que j'en vins enfin à examiner le problème du système mondial au cours de cet itinéraire, la notion du "système-monde capitaliste" dans ce livre diffère de celle de Wallerstein²⁹. »
- 23 Il s'efforça ainsi de lier, par l'intermédiaire des États, deux sujets : « le système-monde capitaliste » à l'échelle globale et « les mouvements populaires » à l'échelle du local. Dans cette conception, l'État renforçait sa cohésion en assumant une position de « centre » dans le système-monde et cette cohésion facilitait en retour la réalisation de « l'hégémonie » de l'État. C'est ainsi que « dans le système-monde capitaliste, l'État apparaît comme le point de convergence de l'échelle macro et de l'échelle micro » ; une perspective originale en résulte qui permet d'étudier l'État comme le lieu de rencontre entre le « système-monde capitaliste » et les « mouvements populaires »³⁰.
- 24 Voilà pourquoi Shibata eut la volonté d'explicitier avec rigueur les formes successives prises par l'État en construction. Il pensait en effet que « le système-monde capitaliste » passait par trois étapes (mercantilisme, révolution industrielle et impérialisme), parallèlement à l'évolution de la nature de l'accumulation du capital (capital commercial ou marchand, capital industriel et capital financier monopolistique). À ces trois étapes du système-monde capitaliste correspondaient, selon Shibata, les trois étapes successives de la structure d'État : « État des corps », « État des notables » et « État-nation ». Ces trois moments avaient à leur tour un rapport étroit avec le changement des relations sociales au sein du « monde du peuple » et des formes prises par les mouvements populaires, des émeutes frumentaires aux conflits du travail. En s'appuyant sur l'énorme littérature contemporaine relative aux trois thèmes (système-monde, mouvements populaires et États), Shibata décrivit les articulations de ces trois dimensions principalement en France, en Angleterre et en Allemagne, trois pays qui avaient occupé le centre du système-monde capitaliste.
- 25 Ainsi, *Monde moderne* est composé de 4 chapitres. Dans le 1^{er} chapitre (« Prémisses historiques : Formation du système mondial capitaliste »), l'auteur examine comment ce système-monde se forma au XVI^e siècle autour des Pays-Bas, en mettant au jour les caractères structurels de l'économie et des États. Dans le 2^e chapitre (« La révolution industrielle »), il aborde principalement la structure économique de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne au stade de « révolution industrielle », et aussi celles du Mexique à la périphérie et de la Russie, à la demi-périphérie. Ce chapitre montre comment l'Angleterre développa de façon pionnière la révolution industrielle et devint le pivot de la restructuration du système-monde capitaliste. Dans le 3^e chapitre, « Le monde du peuple », sont étudiés les caractères de l'univers du peuple et des mouvements populaires dans la société qui précéda directement le stade de la révolution industrielle. Enfin, le 4^e chapitre (« L'État et le peuple ») envisage la structure de l'État au stade de la révolution industrielle, en interaction avec les mouvements populaires en France, en Angleterre et en Allemagne. Ce chapitre constitue en réalité le cœur du livre.

- 26 L'argumentation relative à la Révolution française est en effet posée au début de ce chapitre 4, et interroge l'émergence de l'État des notables au temps de la révolution industrielle. La Révolution présenta « un modèle de la restructuration d'État permettant de frapper de terreur tous les nobles de l'Europe » au moment même où le système-monde capitaliste entrait dans l'étape de la révolution industrielle. Selon Shibata, le changement de « l'État des corps » à « l'État des notables » fut réalisé de manière radicale en France à travers la Révolution qui accomplit l'alliance » entre bourgeoisie et peuple. Les points essentiels de son propos sont les suivants. Tout d'abord, « la bourgeoisie révolutionnaire », conçue comme « classe politique » cherchant à prendre directement le pouvoir politique, est née au cours de « la pré-révolution » par le lien noué entre les élites de l'ancien régime, pour partie nobles et pour partie bourgeoises. Cette nouvelle bourgeoisie révolutionnaire et parlementaire, au prix d'évolutions en son sein, mena à terme la Révolution en profitant de l'intervention des mouvements populaires, eux-mêmes autonomes. Bien que le jacobinisme (ou robespierrisme) fût « une forme de révolution bourgeoise recherchant l'appui du peuple », la chute de Robespierre le 9 Thermidor, prouva que la dictature jacobine n'était plus compatible avec les mouvements populaires. Après Thermidor, « la domination des notables composés de nobles libéraux et de hauts bourgeois » s'établit finalement et elle signifiait « l'élimination de tous les composants des corps » car elle était « fondée sur des principes complètement bourgeois »³¹.
- 27 De cette façon, Shibata tenta de reconstruire la théorie de la révolution bourgeoise, en identifiant les élites/notables comme base de la classe politique formée par la bourgeoisie révolutionnaire, et en affirmant que celle-ci acheva la révolution bourgeoise en s'alliant avec les mouvements populaires. Il est évident que l'argumentation de Shibata se fondait sur celle de « l'alliance » de Lefebvre, mais surtout sur celle de Soboul, selon lequel l'éloignement des « sans-culottes » du gouvernement révolutionnaire lors du « drame de germinal » fut le prélude de Thermidor.

Monde moderne comme transformation de « l'historiographie de l'après-guerre »

- 28 Une des caractéristiques de ce livre résidait dans sa tentative d'expliquer l'histoire de chaque pays de l'Europe moderne de manière synchrone. Par conséquent, l'Angleterre et la France au XVIII^e siècle étaient définies toutes les deux par le concept commun « d'État des corps », et comme « centre » du système-monde capitaliste. La perspective de cet essai était donc radicalement différente de celle de l'historiographie de l'après-guerre qui se limitait au cadre national, et définissait l'Angleterre comme l'État bourgeois et la France comme l'État absolutiste. L'État préindustriel était aussi identifié par Shibata à l'étape du mercantilisme qui voyait la domination la distribution sur la production, et sa structure assimilée à « l'État des corps ». S'il subsistait certes des divergences dans le centre du système-monde, c'est parce que le progrès limité dans les processus de production n'entraînait pas encore de changements significatifs des structures sociales³². Les États des corps du XVIII^e siècle devinrent ensuite des « États des notables » au cours du XIX^e siècle, après « la révolution industrielle »³³. *Monde moderne* propose ainsi une sorte d'histoire synchronique de l'Europe moderne, bien que l'idée de périphérie n'y soit pas très approfondie.

- 29 *Monde moderne* marquait également une transformation de l'historiographie de l'après-guerre, notamment dans l'argumentation sur les mouvements populaires. Un an après la publication de l'article qui manifestait son intérêt pour les mouvements populaires et démocratiques de la Révolution³⁴, Shibata en écrivit un autre sur les sans-culottes parisiens, stimulé par les travaux d'Albert Soboul, George Rudé, et Kare Tønnesson³⁵. L'aboutissement de ce nouveau centre d'intérêt fut la publication de la *Conspiration de Babeuf* (1968), issue de ses deux années d'études en France (fin 1962-fin 1964). Dans ce livre, les mouvements populaires étaient perçus comme exprimant des formes de conscience collective libres et autonomes. Du reste, *Monde moderne* leur attribuait également leurs propres logiques d'action, leurs idées et leurs fonctions, sans en faire l'expression des contradictions inhérentes à la structure sociale.
- 30 Examinons à présent l'ouvrage *Robespierre* de Chizuka.

Robespierre et Dolivier : La place de la Révolution française dans l'histoire universelle de Chizuka Tadami

- 31 Il est difficile de deviner le contenu de ce livre à la seule lecture de son titre, d'autant que *Robespierre et Dolivier* porte un sous-titre surprenant, *La place de la Révolution française dans l'histoire universelle*. Chizuka s'explique lui-même sur ce point dans l'avant-propos.

Ce livre est intitulé *Robespierre et Dolivier*. Robespierre fut le dirigeant le plus connu de la Révolution française, alors que Dolivier ne fut qu'un curé dans un petit village d'environ 40 feus à l'époque de la Révolution. Les trajectoires de vie de ces deux hommes, bien qu'elles se soient croisées une fois au printemps de 1792 à la suite de l'émeute d'Étampes, région rurale au sud de Paris où habitait Dolivier, ne coïncidèrent plus jamais par la suite [...]. Cependant, il me semble que cette brève rencontre puis cette longue séparation mettent en évidence le sens historique de Robespierre comme celui de la Révolution française. Ce livre ne tente pas de dessiner l'ensemble de la pensée ou de la vie de Robespierre ou de Dolivier. Son but est plutôt d'éclaircir le positionnement de Robespierre au sein de la Révolution française à travers la rencontre et la séparation de ces deux personnes, et celui de la Révolution française elle-même au sein de l'histoire du monde moderne.³⁶

- 32 Fondé sur cet avertissement, *Robespierre* repose sur la trame suivante : la rencontre de Dolivier et de Robespierre au club des Jacobins au printemps 1792 (Introduction) ; l'analyse de l'émeute d'Étampes, qui sert de prétexte à Dolivier pour se rendre à Paris (1^{er} chapitre « L'émeute d'Étampes ») ; le caractère de la révolution paysanne et les idées sociales de Dolivier (2^e chapitre « Dolivier et la révolution paysanne ») ; la pensée sociale de Robespierre en réponse à celle de Dolivier (3^e chapitre « La pensée de Robespierre et son action ») ; les caractéristiques structurelles de la Révolution qui placèrent Robespierre au centre de la dictature révolutionnaire en raison de l'ambiguïté de sa pensée (4^e chapitre « Les mouvements populaires et la dictature révolutionnaire ») ; enfin, la place de la Révolution française dans l'histoire universelle (chapitre final).
- 33 Les domaines arpentés jusqu'alors par Chizuka sont tous représentés. Ses travaux sur l'histoire agraire de l'archevêché de Rouen, poursuivies durant deux années en France (1959-1961), sont mises en pratique pour analyser les villages qui participèrent à l'émeute d'Étampes³⁷. Le problème de « la révolution paysanne », abordé dans son mémoire de licence, se concrétise dans l'étude de l'émeute d'Étampes et de la pensée de

Dolivier³⁸. En outre, la Révolution française elle-même est discutée, tout comme la pensée de Robespierre ainsi que la structure de « la dictature de la liberté ». Enfin, la perspective tracée dans l'article de 1965 qui insistait sur les facteurs internationaux en soutenant que la survivance des petits paysans après la Révolution était due au moindre développement de la France par rapport à l'Angleterre, est utilisée pour situer la Révolution dans l'histoire universelle³⁹. En ce sens, *Robespierre* peut être considéré comme une synthèse des études de Chizuka sur la Révolution.

L'émeute d'Étampes comme mouvement populaire et la pensée sociale de Dolivier

- 34 Bien que l'émeute d'Étampes fût célèbre pour la pétition de Dolivier et les honneurs rendus au maire Simonneau, l'étude de cette affaire n'a guère été reprise depuis. Grâce à un troisième séjour de trois mois en France en 1982, s'appuyant sur les archives conservées aux Archives départementales de Seine-et-Oise telles que les dossiers de procédures et les procès-verbaux de l'administration locale, Chizuka analysa pour la première fois, non seulement le contexte économique et social, le déroulement et l'influence politique de cette affaire, mais aussi la composition des habitants des villages qui y avaient participé (chapitre 1). Cette analyse est solide et peut se targuer d'être la contribution la plus originale de Chizuka aux études sur la Révolution française.
- 35 C'était un fait bien connu dans l'histoire du régime agraire que la région du sud de Paris, où un petit nombre de grands fermiers capitalistes dominait une grande masse paysanne, contrastait globalement avec les régions du Centre et du Sud où la polarisation de la paysannerie était moindre. Pourtant, d'après l'analyse de Chizuka, dans les villages qui participèrent à l'émeute d'Étampes, subsistait encore une paysannerie moyenne, comme l'atteste la présence de vignerons et de jardiniers aux cotés des riches fermiers et des ouvriers agricoles pauvres. L'analyse approfondie des rôles de taille conservés dans les fonds de l'élection de Paris permet de connaître l'identité des accusés lors du procès qui s'ensuivit, et montre que la protestation fut portée par cette paysannerie moyenne.
- 36 En ce qui concerne le développement de l'émeute, on peut distinguer trois points remarquables. Premièrement, elle fut menée par la jonction d'une partie des habitants de la ville d'Étampe et des paysans des villages des alentours. Deuxièmement, elle prit d'abord une forme d'action de pétition disciplinée et organisée, fonctionnaires des villages en tête, exigeant la taxation des prix des céréales, sans s'attaquer directement aux paysans riches qui dominaient les communautés. Toutefois, en l'absence momentanée des responsables villageois, et en raison de l'ordre de tirer sur les protestataires donné par le maire Simonneau (bien qu'il n'eût pas été exécuté), elle dégénéra en émeute meurtrière. Troisièmement, l'attitude des autorités fut différente selon le niveau de hiérarchie administrative. Tandis que les autorités locales furent enclines à la mansuétude envers les émeutiers et critiques à l'égard de Simonneau, les autorités centrales (l'Assemblée et le gouvernement), adoptèrent une position répressive et strictement legaliste en vue de maintenir l'ordre juridique, public et politique. Pour expliquer ce choix, Chizuka avança, outre les intérêts de classe du régime qui voulait préserver le libéralisme économique, la volonté d'intégrer la nation sous le pouvoir d'un État puissant devant démontrer que force restait à la loi. Cet

objectif fut, selon Chizuka, poursuivi avec constance tout au long de la Révolution française⁴⁰.

- 37 Le chapitre 2 aborde la pensée sociale de Dolivier et les caractéristiques de « la révolution paysanne ». Chizuka avertit que « Dolivier est, pour ainsi dire, l'incarnation de « la révolution paysanne » qui caractérise la Révolution française »⁴¹. Ainsi, se basant sur l'analyse minutieuse des écrits de Dolivier, à commencer par sa pétition, il résuma ses idées sociales en trois points. Premièrement, le principe de la critique sociale était pour Dolivier celui des « droits naturels ». Par conséquent, la liberté du commerce des grains qui les menaçait devait être limitée. Deuxièmement, l'inégalité extrême de la richesse qui empêchait la jouissance égale et universelle des droits naturels tels que « le droit de ne pas jeûner » devait être rectifiée. Troisièmement, d'après Dolivier, « tout homme » ayant « le droit de recevoir sa portion de terre » comme l'un des « droits naturels », les propriétés foncières devaient être considérées comme une institution sociale consacrée par la loi positive, mais pas par « les droits naturels ». D'ailleurs, puisque « la nation seule est véritablement propriétaire de son terrain » selon l'idée des droits naturels, elle devait avoir « le droit de suzeraineté » sur toute terre et ses produits. C'est ainsi que Dolivier insistait sur la limitation du droit de propriété privée, laquelle ne devait pas revêtir un caractère absolu et héréditaire⁴².

- 38 Après avoir éclairé les points essentiels de la pensée sociale de Dolivier, Chizuka change de sujet et en vient à « la révolution paysanne ». Il résume sa pensée dans la conclusion :

On doit penser que le développement de l'économie marchande paysanne en France était limité non seulement par la seigneurie, mais aussi par les conditions internationales [...], bref, par le fait que la France était un pays moins développé que l'Angleterre dans le système-monde capitaliste en formation. C'était d'ailleurs un facteur important qui expliquait la reproduction incessante des petites propriétés paysannes et la persistance durable d'un nombre énorme de paysans pauvres et moyens [...]. La révolution paysanne en France était portée par les masses paysannes composées principalement de ces paysans pauvres et moyens. Leur but était d'empêcher leur chute, d'entraver la polarisation de la paysannerie et de rétablir leur communauté. Donc, le caractère historique de la révolution paysanne était évidemment anti-féodal en ce sens qu'elle visait l'abolition de la seigneurie, mais en même temps incontestablement anti-capitaliste en ce sens qu'elle cherchait à entraver le développement du capitalisme⁴³.

La pensée de Robespierre en tant que l'incarnation de l'État révolutionnaire

- 39 Dans le chapitre 3, Chizuka analyse la pensée de Robespierre. Premièrement, en quoi avait-elle changé après sa rencontre avec Dolivier ? Ensuite, en quoi différait-elle de celle de Dolivier ? Chizuka répondit à la première question en affirmant qu'à la suite de cette rencontre, mais pas uniquement à cause d'elle, Robespierre, de « démocrate politique », était devenu « démocrate social »⁴⁴. Mais c'est surtout sa réponse à la deuxième question qui doit être soulignée. Chizuka s'intéresse tout particulièrement au discours du 2 décembre 1792 sur les subsistances dans lequel, après avoir soutenu que « le premier objet de la société » est « le droit d'exister », Robespierre exprima l'opinion suivante :

Les aliments nécessaires à l'homme sont aussi sacrés que la vie elle-même. Tout ce qui est nécessaire pour la conserver est une propriété commune à la société entière.

Il n'y a que l'excédant qui soit une propriété individuelle, et qui soit abandonné à l'industrie des commerçants. Toute spéculation mercantile que je fais aux dépens de la vie de mon semblable n'est point un trafic, c'est un brigandage et un fratricide. / D'après ce principe, quel est le problème à résoudre, en matière de législation sur les subsistances ? le voici : assurer à tous les membres de la société la jouissance de la portion des fruits de la terre qui est nécessaire à leur existence ; aux propriétaires ou aux cultivateurs le prix de leur industrie, et livrer le superflu à la liberté du commerce⁴⁵.

- 40 À l'aune de ce discours, Chizuka interpréta la différence entre Dolivier et Robespierre comme suit :

Tandis que pour Dolivier la nation a le droit de suzeraineté et peut ordonner l'égalité des propriétés (l'égalité de la distribution), les individus n'étant que propriétaires partiels, pour Robespierre en revanche la société ne peut pas réglementer l'excédent individuel, quelle que soit son importance, du moment que le minimum garantissant le droit d'exister est assuré⁴⁶.

- 41 Chizuka présenta d'ailleurs une interprétation originale, et différente de celle de Lefebvre et Soboul⁴⁷, du projet de « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » avancé par Robespierre en avril 1793⁴⁸, en le liant avec l'argument sur « l'excédent » du 2 décembre 1792. En bref, en distinguant les articles VI-IX du projet qui concernaient « l'excédent » des articles X-XII qui définissaient les mesures nécessaires pour assurer « le droit d'exister », Chizuka affirma que « les articles VI-IX n'étaient pas nécessaires à strictement parler, puisqu'il y avait les articles X-XII », et parce que les premiers s'établiraient d'eux-mêmes, si les seconds étaient réalisés⁴⁹. D'après lui, un grand écart existait entre les demandes économiques du peuple et la pensée de Robespierre qui n'avait aucunement l'intention de limiter la propriété individuelle. Bien que son interprétation repose sur une lecture serrée et cohérente des textes, elle semble dans ce cas forcer la pensée de Robespierre. Peut-on en effet distinguer à ce point les articles VI-IX consacrés à l'excédent et les articles X-XII qui définissaient les mesures nécessaires pour garantir le droit de vivre ? Ceux-là ne sont-ils pas les articles généraux du droit de propriété, pour les riches comme pour les autres ?

- 42 En fin de compte, la caractéristique de la pensée de Robespierre résidait dans « l'ambiguïté[,], soutenant une partie des intérêts de la bourgeoisie comme des demandes des masses, tout en refusant de trancher ⁵⁰ ». « Se situant à mi-chemin des intérêts de la bourgeoisie et des masses populaires en raison même de cette ambiguïté, Robespierre devint le dirigeant de la ligne radicale construite sur l'alliance de ces deux bords⁵¹ » et il tomba lorsque cette alliance se brisa. Le chapitre 4, intitulé « Les mouvements populaires et la dictature révolutionnaire », explique ce processus en s'appuyant sur la perspective de Lefebvre et de Soboul. Il se décline en trois étapes. Tout d'abord, lors de l'établissement de la dictature montagnarde, du 10 août 1792 au 2 juin 1793, « l'ambiguïté » de la pensée de Robespierre le conduisit à devenir le principal dirigeant du régime. Cependant, parce qu'il ne reconnaissait pas l'autonomie des mouvements populaires et tenta de les assujettir au contrôle d'un État fort, particulièrement lors « du drame de germinal », leur éloignement s'accrut. Enfin, en raison de l'apaisement de la crise de la contre-révolution intérieure et extérieure, la rupture entre Robespierre et la majorité montagnarde (ou la bourgeoisie) fut dévoilée, alors que le peuple s'écarterait de lui, ce qui aboutit au coup d'État du 9 Thermidor.

- 43 Le chapitre 4, « Les mouvements populaires et la dictature révolutionnaire », avait donc pour but d'esquisser le processus de rupture de l'alliance entre « la révolution populaire et paysanne » et « la révolution bourgeoise », Dolivier incarnant « la

révolution paysanne » et Robespierre l'État révolutionnaire, ou même « la dictature révolutionnaire ». En effet, la fin du chapitre prenait la mesure de la rupture idéologique entre Dolivier et Robespierre à travers la comparaison entre l'*Essai sur la justice primitive* de Dolivier publié à l'automne 1793 et la philosophie politique de « vertu et terreur » de Robespierre⁵².

La place de la Révolution française dans l'histoire universelle

- 44 Le point essentiel de *Robespierre* consistait à affirmer que la Révolution française passait volontiers de la démocratie politique à la démocratie sociale, ce qui tendait inévitablement les relations entre les mouvements populaires et la dictature révolutionnaire. Ce tropisme vers la démocratie sociale découlait de l'originalité de la Révolution française, marquée par l'intervention de « la révolution populaire et paysanne », à la différence de la révolution anglaise. Mais la tension entre mouvements populaires et dictature révolutionnaire avait aussi une autre origine. La Révolution tenta constamment « de rallier et d'intégrer la nation sous le pouvoir d'un État puissant et unitaire⁵³ ». Selon Chizuka, ces deux caractéristiques originales de la Révolution française étaient dues au fait qu'elle se produisit dans un pays économiquement moins développé que l'Angleterre. En comparant la Révolution française avec les révolutions anglaise et russe, et inspiré par la remarque de Theda Skocpol⁵⁴, Chizuka écrit :

La Révolution française était proche de la révolution anglaise dans la mesure où elle fut une révolution bourgeoise », mais elle en différait aussi sur les deux points évoqués plus haut en raison des différences de développement des deux pays. D'autre part, « bien que la révolution russe différât de la Révolution française en ce qu'elle fut une révolution socialiste, la révolution russe partageait les deux caractéristiques de la Révolution française car elles prirent naissance dans deux pays moins développés ». Et Chizuka de conclure : « En ce sens, on pourrait dire que la Révolution française se situait entre la révolution anglaise et la révolution russe dans l'histoire universelle des temps modernes. Si l'on se rappelle une fois de plus la position de Robespierre dans la Révolution française après avoir ainsi défini la place de la Révolution française dans l'histoire universelle, on trouverait que Robespierre se trouvait justement à la jonction de la révolution anglaise et de la révolution russe⁵⁵.

Robespierre comme transformation de « l'historiographie de l'après-guerre »

- 45 Les recherches de Chizuka, dans leur ensemble, se sont déplacées de l'histoire socio-économique vers l'histoire politique et celle des acteurs. *Robespierre* marque ce basculement de ses travaux et de l'historiographie de l'après-guerre en général.
- 46 Après deux années d'études en France (1959-1961), ses articles s'inscrivaient dans une tradition positiviste. L'analyse de l'émeute d'Étampes était concrète et minutieuse, fondée sur des documents d'archives, alors que l'historiographie de l'après-guerre n'accordait pas d'importance au mouvement populaire pour lui-même. Reste que dans ce livre, l'acteur social était encore considéré comme une incarnation de la « structure ». Pourtant, Chizuka, s'appliquera ensuite à dessiner plus finement la trajectoire de la vie et de la mort des « régicides », dont Lecarpentier et Boissy-d'Anglas⁵⁶.

Points communs et points de désaccord entre les deux ouvrages

- 47 Les deux œuvres principales de Shibata et de Chizuka possèdent une composition structurellement similaire, quoique leur nature soit bien différente : Shibata propose un traité d'histoire du monde moderne, tandis que Chizuka rassemble des monographies consacrées à la Révolution française. Le premier tenta, dans *Monde moderne*, d'explicitier les rapports entre trois types de perspective : « système-monde », « mouvements populaires » et « États ». Le second, dans *Robespierre*, articula également trois thèmes voisins : « l'émeute d'Étampes comme mouvement populaire et la pensée sociale de Dolivier », « la pensée de Robespierre comme incarnation de l'État révolutionnaire » et « la place de la Révolution française dans l'histoire universelle ». Le lecteur ne peut qu'être sensible aux affinités intellectuelles entre le chapitre 4 de *Monde moderne* intitulé « L'État et le peuple » et le chapitre 4 de *Robespierre* « Les mouvements populaires et la dictature révolutionnaire ».
- 48 Cette similitude remarquable tient à n'en pas douter à leur formation dans le climat de l'historiographie de l'après-guerre, influencée par le marxisme de l'école de Kôza et le débat sur le capitalisme japonais d'avant-guerre. La polémique relative au « système-monde ou monde moderne » caractérisait l'historiographie de l'après-guerre qui s'intéressait à la place de la société japonaise dans l'histoire universelle, tout en acceptant l'idée d'un retard du Japon par rapport à l'Occident⁵⁷. L'histoire du peuple ou des mouvements populaires demeurerait un passage obligé pour une école qui avait fortement conscience de constituer « l'agent luttant », selon l'expression admise, pour la modernisation de la société japonaise. Enfin, le problème de l'État était essentiel face à d'un régime impérial largement responsable de l'entrée du Japon dans la Deuxième Guerre mondiale.
- 49 En bref, Shibata et Chizuka avaient hérité d'un patrimoine historiographique commun qu'ils assumaient, comme le suggère le mot de Shibata :
- Dans la tendance générale d'après-guerre où la « modernisation » de la société était considérée comme le problème le plus important, l'historiographie de l'après-guerre a légitimement hérité des problématiques d'avant-guerre et les a abordées énergiquement dans une perspective plus large. Par ce biais, la méthode unique d'histoire comparative incluant une méthode de « typologie » fut établie [...]. Il ne s'agissait pas simplement d'une théorie générale des étapes, basées sur un mode de production comme le féodalisme ou le capitalisme. Le point de vue qui tentait de saisir plus concrètement la structure sociale en incluant des facteurs tels que les relations sociales entre les êtres humains et les normes de vie qui y agissent, constituait la meilleure problématique que l'historiographie de l'après-guerre légua à la génération suivante⁵⁸.
- 50 La deuxième chose à remarquer en comparant les deux livres est que Shibata et Chizuka partageaient aussi l'argumentation de « l'alliance » de Lefebvre, et surtout de Soboul. Selon ce dernier, la rupture de « l'alliance » causée par « le drame de germinal » entre les « sans-culottes parisiens » et le gouvernement révolutionnaire conduisit au coup d'État du 9 Thermidor. Cette interprétation était pour Shibata et Chizuka le pivot permettant de décrire l'histoire de la Révolution française en se fondant sur la théorie des quatre révolutions et de l'alliance entre « la révolution bourgeoise » et « la révolution populaire et paysanne ».

- 51 Il existait cependant des points de désaccord entre Shibata et Chizuka. Premièrement, ils différaient sur la façon de penser « le système-monde ou le monde moderne ». D'une part, Shibata adopta la théorie du « système-monde » proposée par Wallerstein qui avait tenté de saisir le monde moderne comme un ensemble interdépendant. D'autre part, Chizuka considérait la place de la Révolution française dans l'histoire universelle en se fondant sur la démarche comparative des révolutions sociales de Skocpol qui insistait lui sur l'approche historique, institutionnelle et comparative des États. Il convient d'ajouter que Chizuka connectait l'étape de la structure étatique avec les révolutions bourgeoises et sociales, alors que Shibata regardait la révolution anglaise, et la Fronde, comme des conflits purement politiques.
- 52 Deuxièmement, Shibata différait de Chizuka sur la façon d'envisager le rapport entre la pensée et la réalité. Chizuka expliqua la formation et le démembrement de la dictature montagnarde en se fondant sur le fait que Robespierre se situait à la jonction de la bourgeoisie et du peuple, en raison de l'ambiguïté de sa pensée. Shibata soutenait lui que cette évolution ne pouvait pas être expliquée par la seule pensée de Robespierre, mais par les relations réelles entre les classes.

Quel regard porter aujourd'hui sur ces deux historiens, Shibata et Chizuka ?

- 53 Nous avons jusqu'à présent discuté d'une transformation interne à l'historiographie de l'après-guerre en nous concentrant sur les ouvrages principaux de Shibata et de Chizuka. Nous tenterons désormais, en nous appuyant sur notre thèse de doctorat, de présenter notre propre position vis-à-vis des leurs, dans le cadre de l'étude des mouvements populaires⁵⁹. Bien que Chizuka soulignât que la tâche de l'intégration nationale sous le pouvoir d'État unifié fut poursuivie de manière cohérente tout au long de la Révolution française, Shibata insiste sur la signification de la dictature jacobine :

La dictature jacobine fut formée en combinant et en guidant l'énergie émanant du monde du peuple et en même temps le transforma en mettant ce monde autonome sous le contrôle national et étatique [...]. La révolution industrielle en France, pays de capitalisme arriéré, commença vraiment par ce démantèlement du monde du peuple. Le modèle que la Révolution française présenta à diverses régions contemporaines et postérieures fut pour ainsi dire ce « démantèlement révolutionnaire » du monde populaire⁶⁰.

- 54 Comme l'indique cette remarque, l'intérêt principal de Shibata et de Chizuka fut la question de la structure d'État. En conséquence, « les mouvements populaires » ne furent traités que du point de vue de l'intégration étatique ou nationale. Pourtant, il est indispensable d'analyser comment le consentement du peuple fut obtenu, afin de clarifier les conditions de « l'alliance » ou de « l'hégémonie » comme « la relation d'ordre établie en obtenant le consensus d'en bas au niveau social et culturel » pendant la Révolution française.
- 55 Dans notre thèse, nous avons réexaminé l'interprétation de Soboul sur « le drame de germinal », en nous concentrant sur « l'opinion publique⁶¹ » à l'égard du Gouvernement révolutionnaire. Selon Soboul, la répression des Hébertistes, soutenus par les sans-culottes parisiens, et la suppression des organisations populaires par le Gouvernement révolutionnaire, en germinal de l'an II, ont éloigné les sans-culottes du Gouvernement révolutionnaire et conduit au coup d'État du 9 Thermidor⁶². Nous avons cependant fait

valoir que « le drame de germinal » n'avait pas entraîné un tel éloignement, mais que la confiance du peuple parisien était passée de l'individu et de « la faction » aux institutions, tels que la Convention nationale et ses deux Comités, conduisant à un lien spirituel plus étroit entre le Gouvernement révolutionnaire et le peuple parisien. Le peuple en vint donc à penser séparément « l'individu », « la faction » et « les institutions » et accorda plus d'importance aux institutions du gouvernement révolutionnaire qu'à Robespierre en tant qu'individu, et aux Robespierristes, sans parler des Hébertistes, en tant que faction⁶³.

- 56 Pourtant, on ne saurait se contenter d'affirmer que la confiance du peuple fut transférée de l'individu ou de la faction aux institutions par « le drame de germinal », car le coup de force du 9 Thermidor fut une affaire dans laquelle ne s'opposèrent pas seulement « les Robespierristes en tant que faction » et « le Gouvernement révolutionnaire en tant qu'institution ». Y intervinrent aussi les 48 sections et le Conseil général de la Commune de Paris. Par conséquent, le 9 Thermidor recèle une confrontation entre les institutions elles-mêmes. C'est pour cette raison que nous avons avancé l'idée de *Kenryoku Chizu* (géographie des autorités)⁶⁴.
- 57 « La géographie des autorités » est utilisée comme un concept-outil permettant de montrer que la Convention nationale et ses deux Comités sont définis clairement par le décret du 14 frimaire de l'an II comme autorités supérieures⁶⁵ aux « autorités intermédiaires » telles que le Conseil général de la Commune de Paris et les organisations populaires des 48 sections. En bref, alors que les tensions persistaient jusqu'à l'été ou l'automne de 1793 entre la position qui tolérait le soulèvement comme l'exercice direct de la souveraineté par le peuple et celle qui essayait d'enraciner la démocratie représentative dans laquelle l'Assemblée (la bourgeoisie parlementaire) exerçait la souveraineté à la place du peuple, « la géographie des autorités » définie par le décret clarifia la supériorité de la démocratie représentative ou « la centralité législative »⁶⁶. Ainsi, « le drame de germinal » et le coup d'État du 9 Thermidor devaient se dérouler dans le cadre juridique défini par le décret du 14 frimaire.
- 58 Bien sûr, dans « le drame de germinal » qui arriva moins de quatre mois après le décret du 14 frimaire, la géographie des autorités ne dominait pas complètement les discours et comportements des organisations populaires et du peuple ordinaire. Cependant, une sorte de croyance en la Convention nationale existait parmi les soldats de l'armée révolutionnaire de Paris, et les militants des sociétés populaires pensaient qu'il fallait s'unir avec la Convention nationale et ses deux Comités⁶⁷.
- 59 Le coup d'État du 9 Thermidor démontra que « la géographie des autorités » était désormais solidement ancrée. En effet, presque toutes les 240 organisations civiles et militaires des 48 sections et le peuple parisien manifestèrent leur soutien à la Convention nationale et à ses deux Comités presque par réflexe conditionné⁶⁸, au moment où les ordres de la Convention nationale ou « la rébellion » de la Commune contre la Convention furent confirmés, bien avant l'arrestation des Robespierristes et la diffusion de la rumeur de « Robespierre-roi »⁶⁹. En ce sens, le coup d'État du 9 Thermidor s'inscrivait dans le prolongement du drame de germinal et l'alliance entre le gouvernement révolutionnaire et le peuple parisien (les sans-culottes parisiens) en thermidor se fortifiait plus encore. Mais l'examen minutieux du discours que les organisations civiles et militaires utilisèrent pour justifier leur changement d'attitude, montre que la raison pour laquelle ils en vinrent à appuyer la Convention résidait dans le décret du 14 frimaire qui définissait la centralité de la Convention nationale dans la

République. C'est la géographie des autorités qui décida du résultat du coup d'État du 9 Thermidor⁷⁰. En l'occurrence, elle s'exprima soit par la connaissance juridique du décret du 14 frimaire, soit par l'assimilation de son contenu.

- 60 Par exemple, lorsqu'il reçut à huit heures et demie du soir du 9 Thermidor l'arrêté du Conseil général de la Commune convoquant l'Assemblée générale, le Comité civil de la section des Lombards le rejeta en s'appuyant explicitement sur le décret du 14 frimaire : « Après la lecture de cet arrêté, le Comité a unanimement arrêté de rester à son poste, et en permanence, fondé sur les articles deux, de la section seconde, et seize de la section troisième de la loi sur le gouvernement révolutionnaire ». En effet, le premier article cité portait que :

Tous les corps constitués et les fonctionnaires publics, sont mis sous l'inspection immédiate du Comité de salut public pour les mesures de gouvernement et de salut public, conformément au décret du 20 Vendémiaire ». Et « le second » : « Il est aussi expressément défendu à toute autorité constituée, d'altérer l'essence de son organisation, soit par des réunions avec d'autres autorités, soit par des délégués chargés de former des assemblées centrales, soit par des commissaires envoyés à d'autres autorités constituées ; toutes les relations entre tous les fonctionnaires publics ne peuvent plus avoir lieu que par écrits⁷¹.

- 61 Il existe encore nombre d'exemples montrant l'assimilation du décret du 14 frimaire. Citons seulement le rapport de Maillot, président de l'assemblée générale de la section de l'Indivisibilité. Lorsque le commissaire de police vint à la section vers minuit et exprima sa surprise que « la proclamation de la Convention » y fût rendue publique, Maillot répliqua :

J'ai observé qu'ayant reçu l'ordre directement des autorités supérieures [la Convention nationale et ses deux Comités], je n'avois pas crû devoir consulter une autorité secondaire [le Conseil général de la Commune], que chargé directement de l'exécution d'un décret, tout me faisoit un devoir d'obéir, et sur le champ, j'ai au nom de l'assemblée, chargé de nouveau le secrétaire de continuer la proclamation en enjoignant à l'adjudant major de l'accompagner et de veiller qu'elle se fasse jusqu'à la dernière compagnie, ce qui s'est exécuté au grand contentement de tous mes concitoyens et aux cris de Vive la République et la Convention⁷².

- 62 L'ordre émanant directement de la Convention nationale et ses deux Comités, « les autorités supérieures », il n'y avait pas besoin de consulter le Conseil général de la Commune, « une autorité secondaire », pour publier le décret dont la lecture, un temps interrompue, fut poursuivie.
- 63 La géographie des autorités stipulée par le décret du 14 frimaire était ainsi solidement gravée dans l'esprit de Maillot et dans celui des habitants de la section comme l'indique l'expression : « ce qui s'est exécuté au grand contentement de tous mes concitoyens ». De plus, la géographie des autorités était partagée par presque toutes les organisations civiles et militaires des 48 sections. En effet, l'établissement de la Convention nationale comme « centre des pouvoirs », « seule autorité légitime » et « seul point de ralliement » était devenu un vecteur puissant qui incitait les organisations populaires à la soutenir⁷³.
- 64 En tout cas, à l'examen des deux événements de l'an II, « le drame de germinal » et « le coup d'État du 9 Thermidor », il ressort que le peuple de Paris avait accepté la géographie des autorités telle que définie par le décret du 14 frimaire et dont l'essence était la centralité de la Convention nationale dans la République. Autrement dit, le consensus s'est renforcé au cours de l'an II entre la bourgeoisie parlementaire et le peuple de Paris concernant la démocratie représentative.

En guise de conclusion

- 65 Dès le lendemain de la défaite jusqu'aux années 1960, dominait au Japon « l'historiographie de l'après-guerre », très critique du retard de la société japonaise par rapport aux sociétés modernes de l'Occident et cherchant à le surmonter, en se fondant sur la théorie marxiste des étapes du développement. Takahashi Kohachiro en était l'un des principaux historiens. Ses deux élèves, Shibata Michio et Chizuka Tadami, ont cherché à la transformer en accueillant de manière critique les problématiques qu'elle soulevait. Les meilleurs fruits de cette transformation étaient *Monde moderne* de Shibata et *Robespierre* de Chizuka.
- 66 Mais depuis les années 1970, les perspectives et les méthodes de recherche de l'historiographie de l'après-guerre ont été fondamentalement ébranlées. L'ouvrage édité par Takahashi K., *Études sur les révolutions industrielles* (1965), publié cinq ans à peine après le *Cours*, reconnaissait désormais l'impossibilité d'une présentation unifiée : « Ce livre ne pouvait pas être une synthèse systématique des révolutions industrielles au sens strict du terme, avec une problématique commune et une méthode de recherche commune ». Cette tendance est encore plus accusée dans Okada T. (dir.), *Études sur les révolutions modernes* paru en 1973. Selon Okada, on fut même obligé de changer le titre, en jugeant impossible d'y mentionner « les révolutions bourgeoises », parce les points de vue divergeaient trop parmi les contributeurs qui avaient pourtant porté sur leurs épaules l'historiographie de l'après-guerre. D'ailleurs, le nom de *Tochiseido Shigaku-kai* (Société de l'histoire du régime agraire) fondé en 1948 par Yamada, Takahashi et Ôtsuka se transforma en 2002 en celui de *Seiji Keizaigaku Keizaishi Gakkai* (Société de l'histoire économique et de l'économie politique), pour tenir compte de l'écart, souligné depuis longtemps, entre le nom de la Société et son activité réelle.
- 67 Dans l'étude de la Révolution française au Japon, il n'y a plus de sujets largement partagés : les recherches se sont dispersées et fragmentées. Presque toutes les études actuelles mobilisent des documents déposés dans les archives, et offrent de nouvelles découvertes dans leurs domaines. Cependant, le sens à donner à ces avancées est devenue ambigu à présent que les perspectives et les méthodologies de l'historiographie de l'après-guerre ont été profondément bousculées. Comment y faire face tout en réfléchissant à l'expérience accumulée par les recherches sur la Révolution française au Japon ? C'est la question qui se pose aujourd'hui.
- 68 Pour y répondre, nous avons examiné en détail les ouvrages de Shibata et de Chizuka, montrant combien ils ont transformé le patrimoine historiographique dont ils avaient hérité. En tant qu'élèves de Shibata et de Chizuka, nous avons nous mêmes proposé une perspective inspirée de leurs travaux, celle de « l'alliance » entre les classes sociales proposée par Lefebvre et ouverte sur la notion d'« hégémonie » de Gramsci, caractérisée comme « la relation d'ordre établie en obtenant le consensus d'en bas au niveau social et culturel ». Autrement dit, on pouvait voir la perspective du processus de formation et d'évolution de l'ordre défini par les relations de pouvoir entre les classes dominantes et les classes dominées. Et notre méthode de recherche consistait à examiner le processus de formation et d'évolution de cet ordre à l'époque du Gouvernement révolutionnaire non seulement du point de vue du Gouvernement révolutionnaire, mais aussi particulièrement du point de vue de « l'opinion publique de l'an II comme reflet du discours du peuple parisien ».

NOTES

1. Voir TAKAHASHI Kohachiro, *Kindai-Shakai Seiritsu-Shiron* (Essai sur la formation historique de la société moderne), Tokyo, 1947 ; ID., *Shimin-Kakumei no Kôzô* (La structure de la révolution bourgeoise), Tokyo, 1950.
2. Sur la théorie de Takahashi, voir TAKAHASHI Kohachiro, *Du féodalisme au capitalisme : problèmes de la transition*, Paris, Société des Études robespierristes, 1982.
3. KIYASU Akira, « Sengo Rekishi-gaku to Shakai-shi (L'historiographie de l'après-guerre et l'histoire sociale) », *Metropolitan Shigaku*, n° 63, 2007, p. 86.
4. L'école de Kyoto, représentée par Kuwabara Takeo (1904-1988), spécialiste de littérature française, et Kawano Kenji (1916-1996), mit en cause Takahashi pour avoir réduit la Révolution française à des catégories économiques, bien qu'elle fût avant tout une lutte politique pour le pouvoir. Voir KUWABARA Takeo, éd., *Furansu Kakumei no Kenkyû* (Études sur la Révolution française), Tokyo, 1959.
5. TAKEUCHI Mikitoshi, « Keizai-shi (Histoire économique) », *Shigaku Zasshi*, 69-5, 1960 ; YOSHIOKA Akihiko, « Nihon ni okeru Seiyô-shi Kenkyû ni tsuite (Sur l'étude de l'histoire occidentale au Japon) », *Rekishi Hyôron*, 121, 1960.
6. SHIBATA Michio, *Kindai Sekai to Minshû Undô* (Monde moderne et mouvements populaires), Tokyo, 1983 ; CHIZUKA Tadami, *Robespierre to Dolivier : Furansu Kakumei no Sekaishi-teki Ichi* (Robespierre et Dolivier. La place de la Révolution française dans l'histoire universelle), Tokyo, 1986.
7. SHIBATA Michio, *Monde moderne...*, op. cit., p. 417.
8. *Ibid.*, p. 2.
9. MATSUURA Yoshihiro, « Michio SHIBATA (1926-2011) », *AHRF*, 2013, p. 137-141.
10. SHIBATA Michio, *Monde moderne...*, op. cit., p. 2.
11. TAKAHASHI Kohachiro, « Hôken Shakai ni okeru Kihonteki Mujun ni tsuite (Au sujet de contradictions fondamentales dans la société féodale) », dans *Rekishi-gaku Kenkyû-kai* (dir.), *Sekaishi no Kihon Hôsoke* (Loi fondamentale de l'histoire universelle), Tokyo, 1949, p. 36-57.
12. EGUCHI Bokurô, « Rekishi-gaku ni okeru Kindai-shugi no Hihan (Une critique sur le modernisme dans l'historiographie) », repris dans *Œuvres de Bokurô Eguchi*, vol. I, Tokyo, 1974, p. 144.
13. MATSUURA Yoshihiro, « L'historiographie marxiste de la Révolution française dans le Japon de l'après-guerre », *AHRF*, n° 387, 2017, p. 169.
14. *Rekiken Hanseiki no Ayumi: 1932-1982* (Marche du demi-siècle de la Société des sciences historiques : 1932-1982), Tokyo, 1982, p. 37-62.
15. KAWANO Kenji, IINUMA Jirô (dir.), *Sekai Shihon-syugi no Keisei* (Formation du capitalisme mondial), Tokyo, 1967 ; ID., *Sekai Shihon-shugi no Rekishi-Kozô* (Structure historique du capitalisme mondial), Tokyo, 1970.
16. La théorie de la modernisation américaine apprécia positivement la « modernité » dans la société japonaise en prêtant attention aux indices sociaux tels que l'urbanisation, l'industrialisation et la bureaucratisation, tandis que « l'historiographie d'après-guerre » dévoila « la pré-modernité » dans la société moderne japonaise et qu'elle fit de la vaincre sa tâche suprême. Voir MATSUMOTO Sannosuke, « Dentô to Kindai no Mondai » (Sur le problème de la tradition et de la modernité), dans Asao Naohiro et al. (dir.), *Iwanami Kôza: Nihon Rekishi 24* (Bekkan 1: *Sengo Nihon-Shigaku no Tenkai*) (Cours Iwanami: Histoire japonaise 24 [Volume ajouté 1: Développement de l'historiographie japonaise d'après-guerre]), Tokyo, 1977.
17. Andre Gunder FRANK, « The Development of Underdevelopment », *Monthly Review*, n° 18-4, 1966, p. 17-31, repris dans ID., *Latin America, Underdevelopment or Revolution*, New York, 1969.

18. Immanuel WALLERSTEIN, *The Modern World-System: Capitalist Agriculture and the origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*, New York, 1974 ; ID., *The Modern World-System II, Mercantilism and the Consolidation of the European World-Economy, 1600-1750*, New York, 1980.
19. SHIBATA Michio, « Furansu Kakumei to Yôroppa (La Révolution française et l'Europe) » dans Shibata Michio et al. (dir.), *Iwanami Kôza: Sekai Rekishi 18 (Cours d'Iwanami: Histoire universelle 18)*, Tokyo, 1970.
20. Shibata décrit la Révolution française comme un élément essentiel de la restructuration du monde européen, en s'appuyant sur la thèse de « la révolution atlantique » aussi dans son œuvre posthume. Voir SHIBATA Michio, *Furansu Kakumei wa naze Okottaka (Pourquoi s'est produite la Révolution française)*, Tokyo, 2012.
21. SHIBATA Michio, *Monde moderne...*, op. cit., p. 13-19.
22. *Ibid.*, p. 20-21.
23. YASUMARU Yoshio, *Nihon no Kindaika to Minshu Shisô (Modernisation du Japon et pensée populaire)*, Tokyo, 1974. Sur l'histoire populaire au Japon, voir Carol GLUCK, « The People in History: Recent Trends in Japanese Historiography », *The Journal of Asian Studies*, vol. 38, n° 1, 1978, p. 25-50.
24. KIYASU Akira, « Roudôsha Kaikyû no Seikatsu-ken ni tsuite (Au sujet de la zone de vie de la classe ouvrière) », *Shakai Undô-shi*, n° 6, 1977, p. 65 ; ID., « Minshû Houki no Datô Taishô (Les cibles d'attaque du soulèvement populaire) », *Shisô*, n° 629, 1976, p. 1-21.
25. SHIBATA Michio, *Monde moderne...*, op. cit., p. 24-26. Sur les études de Lefebvre, voir surtout Georges LEFEBVRE, « La Révolution française et les paysans » et « Foules révolutionnaires », dans ID., *Études sur la Révolution française*, Paris, PUF, 1954 ; ID., *Quatre-vingt-neuf*, Paris, 1939, nouv. éd., Paris, Éditions sociales, 1970.
26. SHIBATA Michio, *Monde moderne...*, op. cit., p. 215-230. Voir aussi, Nathalie Zemon DAVIS, *Society and Culture in Early Modern France*, Stanford, 1965 ; Edward Palmer THOMPSON, « Moral Economy of the English Working Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, n° 50, 1971 ; ID., « “ Rough Music ” : Le charivari anglais », *Annales E. -S. -C.*, n° 27-2, 1972.
27. SHIBATA Michio., *Pari Komyûn (La commune de Paris)*, Tokyo, 1973.
28. SHIBATA Michio et al. (dir.), *Iwanami Kôza : Sekai Rekishi (Cours d'Iwanami : L'histoire universelle)*, 31 vol. , Tokyo, 1969-74.
29. SHIBATA Michio, *Monde moderne...*, op. cit., p. vi-vii.
30. *Ibid.*, p. 28, 32.
31. *Ibid.*, p. 243-260.
32. *Ibid.*, p. 53-59.
33. *Ibid.*, chapitre 4.
34. Shibata Michio, « Furansu Kakumei-ron no Saikentô (Nouvelles considérations sur l'étude de la Révolution française) », *Rekishigaku Kenkyû*, n° 253, 1961.
35. ID., « Saikin ni okeru pari no « San-kyurotto » Undô no Kenkyû » (Études récentes du mouvement sans-culotte à Paris), *Shigaku Zasshi*, 71-10, 1962.
36. CHIZUKA Tadami, *Robespierre...*, op. cit., p. i-ii.
37. MATSUURA Yoshihiro, « L'historiographie marxiste... », art. cité, p. 178. En outre des articles cités dans mon article, voir CHIZUKA Tadami, « Furansu Kakumei ni okeru Nôminsô no Bunkai to Nômin Shokaisô no Taikô Kankei (La polarisation de la paysannerie et la relation d'opposition des classes paysannes pendant la Révolution française) », dans OKADA Tomoyoshi (dir.), *Kindai Kakumei no Kenkyû (Études sur des révolutions modernes)*, 2 vol. , Tokyo, 1973.
38. Sur l'émeute d'Étampes, voir aussi, CHIZUKA Tadami, « Furansu Kakumei Syoki ni okeru Minshû Undô to Kokka Kenryoku (Le mouvement populaire et le pouvoir d'État au début de la Révolution française) », dans OKADA Tomoyoshi (dir.), *Gendai Kokka no Rekishi-teki Genryû (Les origines historiques des États contemporaines)*, Tokyo, 1982 ; ID., « Etanpu Ikki no Haikei (Le contexte de l'émeute d'Étampes) », *Jinbun Gakuhô*, n° 154, 1982.

39. Voir CHIZUKA Tadami, « Furansu kakumei-shi Kenkyû no Mondai-ten (Des problèmes autour d'études sur la Révolution française) », *Tochi-Seido Shigaku*, n° 7-4, 1965. Sur les articles qui soulignèrent les facteurs internationaux depuis, voir surtout CHIZUKA Tadami, « 19 Seiki Zenhan ni okeru Furansu no Nôugyô to Tochi Syoyû (L'agriculture et la propriété foncière de la France dans la première moitié du XIX^e siècle) », dans Kohachiro Takahashi (dir.), *Sangyô Kakumei no Kenkyû (Les études sur les révolutions industrielles)*, Tokyo, 1965 ; ID., « Furansu Kakumei no Rekishi-teki Ichi (La place historique de la Révolution française) », *Shigaku Zasshi*, n° 91-6, 1982 ; ID., « Kindai Sekai Shisutemu no nakadeno Furansu Zettai Shugi (L'absolutisme français dans le système mondial moderne) », *Shichô*, n° 3, 1983.
40. Robespierre..., *op. cit.*, p. 122-123.
41. *Ibid.*, p. 44. Inspiré par Lefebvre, Chizuka considérait, avec Shibata, que la Révolution française se composait de quatre révolutions, à savoir, les révolutions aristocratique, bourgeoise, populaire et paysanne.
42. Voir aussi le récent livre de Rafe BLAUFARB, *L'invention de la propriété privée : Une autre histoire de la Révolution*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2019.
43. Robespierre..., *op. cit.*, p. 177, 190.
44. *Ibid.*, p. 211-213.
45. *Ibid.*, p. 223. Voir aussi les *Œuvres de Maximilien Robespierre*, tome IX, Paris, 1958, p. 112-113.
46. Robespierre..., *op. cit.*, p. 227.
47. Voir Georges LEFEBVRE, « Sur la pensée politique de Robespierre », repris dans Id., *Études sur la Révolution française*, *op. cit.*, p. 98 ; Albert SOBOUL, « Robespierre ou les contradictions du jacobinisme », *AHRF*, n° 231, 1978, p. 9-10.
48. Sur le projet de Robespierre, voir les *Œuvres de Maximilien Robespierre*, tome IX, Paris, 1958, p. 463-469.
49. Robespierre..., *op. cit.*, p. 233. Les articles en question ici sont : « VI La propriété est le droit qu'à chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion de bînes qui lui est garantie par la loi. VII Le droit de propriété est borné, comme tous les autres, par l'obligation de respecter les droits d'autrui. VIII Il ne peut préjudicier ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables. IX Tout trafic qui viole ce principe, est essentiellement illicite et immoral. X La société est obligée de pourvoir à la subsistance de tous ses membres, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler. XI Les secours indispensables à celui qui manque du nécessaire sont une dette de celui qui possède le superflu : il appartient à la loi de déterminer la matière dont cette dette doit être acquittée. XII Les citoyens, dont les revenus n'excèdent point ce qui est nécessaire à leur subsistance, sont dispensés de contribuer aux dépenses publiques. Les autres doivent les supporter progressivement, selon l'étendue de leur fortune. »
50. Robespierre..., *op. cit.*, p. 239-240.
51. *Ibid.*, p. 249.
52. *Ibid.*, p. 291-306. Voir Pierre DOLIVIER, *Essai sur la justice primitive, pour servir de principe générateur au seul ordre social qui peut assurer à l'homme tous ses droits et tous ses moyens de bonheur*, Paris, 1793, Réimpression, EDHIS, 1967.
53. Robespierre..., *op. cit.*, p. 309.
54. Theda SKOCPOL, « France, Russia, China: A Structural Analysis of Social Revolutions », *Comparative Studies in Society and History*, 18-2, 1976 ; repris dans ID., *Social Revolutions in the Modern World*, Cambridge University Press, 1994. Skocpol souligne que la révolution sociale en France, en Russie et en Chine éclata quand chaque société fut placée ou nouvellement intégrée dans les liens internationaux dominés par les pays étrangers économiquement plus modernes, et que dans ces révolutions, le soulèvement paysan à grande échelle eut une signification décisive.
55. CHIZUKA Tadami, *Robespierre...*, *op. cit.*, p. 329.

56. L'intérêt majeur de Chizuka depuis *Robespierre* était « le procès de Louis XVI et les régicides ». Comme un fruit né de cet intérêt, voir CHIZUKA Tadami, *France Kakumei o ikita Terorisuto (Un terroriste vivant la Révolution française : La vie de Lecarpentier)*, Tokyo, , 2011.
57. Toutefois, Sugiyama Mitsunobu fait remarquer que, jusqu'aux années 1960, les sciences sociales dans le Japon de l'après-guerre ne traitaient que de la société japonaise et rarement du monde dans son ensemble. Cette remarque a une certaine validité dans l'étude de l'histoire du Japon. Voir SUGIYAMA Mitsunobu, « Nihon Shakai-kagaku no Sekai Ninshiki (Perceptions mondiales des sciences sociales japonaises) », *Shakai-kagaku no Hôhō Dai 3 kan Nihon Shakai-kagaku no Shisô (Méthode des sciences sociales vol. 3 : Pensée des sciences sociales japonaises)*, Tokyo, 1993.
58. SHIBATA Michio, *Monde moderne...*, op. cit., p. 3.
59. MATSUURA Yoshihiro, *Furansu Kakumei to Pari no Minchû: « Yoron » kara Kakumei Seifu o toinaosu (La Révolution française et le peuple de Paris : Repenser le Gouvernement révolutionnaire de « l'opinion publique »)*, Tokyo, 2015.
60. SHIBATA Michio, *Monde moderne...*, op. cit., p. 267-268. Chizuka était tout à fait d'accord avec cette remarque de Shibata : voir CHIZUKA Tadami, *Robespierre...*, op. cit., p. 264.
61. Dans notre thèse, « l'opinion publique » est définie comme « l'opinion formée par les discours du peuple parisien sur les événements de l'époque ». Voir MATSUURA Yoshihiro, *La Révolution française et le peuple de Paris*, op. cit., p. 12.
62. Albert SOBOUL, *Les Sans-culottes parisiens en l'an II*, Paris, 1958, ch. 3-5, surtout p. 761, 792, 842-844. Voir aussi ID., *Précis d'histoire de la Révolution française*, Paris, [1975, p. 313], nouv. éd., 1983, p. 352-353.
- L'interprétation de Soboul manque aussi de logique. Il explique le coup d'État du 9 Thermidor en identifiant Robespierre et le gouvernement révolutionnaire et en insistant sur l'éloignement du peuple parisien, comme pour « le drame de germinal ». Mais le peuple parisien, qui s'éloigna et de l'Incorruptible et des institutions en germinal, évolua entre temps. Comme l'atteste Soboul lui-même, il ne fut pas du côté de Robespierre le 9 thermidor, mais bien massivement du côté du gouvernement révolutionnaire, soit la Convention nationale. Ainsi, l'interprétation du « drame de germinal » ne permet pas de comprendre les dispositions nouvelles de la masse des parisiens et, par là même, le résultat attesté du coup d'État du 9 Thermidor.
63. Voir MATSUURA Yoshihiro, *La Révolution française et le peuple de Paris*, op. cit., troisième partie, « «Le drame de germinal» et «l'opinion publique» ».
64. « La géographie des autorités » est la traduction de l'expression japonaise « Kenryoku Chizu » que nous avons créée pour clarifier qu'une sorte de consensus sur la façon d'exercer la souveraineté a été établie entre l'Assemblée (la bourgeoisie parlementaire) et le peuple parisien au fur et à mesure que l'an II progressait.
65. Dans ce décret, la « Convention nationale » était définie comme « le centre unique de l'impulsion du gouvernement ». Dans le même temps, les deux Comités au sein de la Convention nationale, à savoir les Comités de salut public et de sûreté générale, se voyaient attribués des pouvoirs administratifs puissants : voir *Archives parlementaires*, vol. 80, p. 629-639.
66. Sur la « centralité législative », voir Françoise BRUNEL, *1794 Thermidor : La chute de Robespierre*, Paris, Complexe, 1989, p. 17.
67. MATSUURA Yoshihiro, *La Révolution française et le peuple de Paris*, op. cit., troisième partie, ch. 6, « Aboutissement du «drame de germinal» ».
68. Burstin soutient que, durant la journée du 9 Thermidor, en l'absence d'un pôle unique d'attraction, il n'y avait plus probablement « de réflexe conditionné capable d'orienter automatiquement l'opinion publique dans un sens que dans l'autre ». Mais cette interprétation de Burstin est attribuée au fait qu'il a limité son analyse à quatre sections du Faubourg Saint-Marcel. Voir Haim BURSTIN, *Une révolution à l'œuvre, Le Faubourg Saint-Marcel (1789-1794)*, Seyssel, Champ Vallon, 2005, p. 830-872.

69. Selon Baczko, la rumeur de « Robespierre-roi » fut colportée par des huissiers à l'occasion de la proclamation dans les rues des décrets sur la mise hors-la-loi et se propagea dans la nuit du 9 au 10 thermidor à la place de Grève et dans une quinzaine de sections au moins, assurant le triomphe du côté de la Convention nationale : voir Bronislaw BACZKO, *Comment sortir de la Terreur*, Paris, Gallimard, 1989, p. 17-23. Toutefois, les procès-verbaux et les rapports des 240 organisations civiles et militaires des 48 sections ne fournissent aucune information qui pourrait étayer son argument. Pour plus d'informations sur ce point, voir MATSUURA Yoshihiro, *La Révolution française et le peuple de Paris*, op. cit., quatrième partie, ch. 2, surtout p. 335-336 et note 84 (p. 75-76).

70. *Ibid.*, quatrième partie, « Le coup d'État du 9 Thermidor et 48 sections ».

71. Archives nationales (AN dans la suite), F⁷ 4432, plaque 6, pièce 23 : copie littérale des délibérations du comité civil de la section des Lombards à Paris du 9 Thermidor jusqu'à ce jour. Ces deux articles étaient presque identiques à l'article 2 de la 2^e section et à l'article 16 de la 3^e section du décret du 14 frimaire. Nous avons mis des accents sur le texte manuscrit original, comme après.

72. AN, AF II 47, dossier 365, pièce 38.

73. Par exemple, voir AN, F⁷ 4432, plaque 3, pièce 34 (Section de Mont-Blanc) ; AN, AF II 47, dossier 366, pièces 48, 55 (Section des Marchés) ; AN, F⁷ 4432, plaque 8, pièce 3 (Section du Bonnet Rouge) ; AN, F⁷ 4432, plaque 10, pièce 4 (Section de Finistère). Sur les opinions-discours des organisations militaires, voir MATSUURA Yoshihiro, *La Révolution française et le peuple de Paris*, op. cit., quatrième partie, ch. 2.

RÉSUMÉS

Monde moderne de Shibata Michio et *Robespierre* de Chizuka Tadami ont marqué après la seconde guerre mondiale les générations de chercheurs travaillant sur la Révolution française. Cet article se propose d'examiner ces deux ouvrages dans une perspective comparatiste. Deux points communs s'imposent. Premièrement, ils recherchent tous deux les relations entre trois domaines au cœur des interrogations japonaises depuis la Révolution de Meiji : les questions de la modernité, celles de la place du mouvement populaire dans la construction de la politique, et la naissance puis la construction de l'État. Deuxièmement, ils partagent l'interprétation d'Albert Soboul selon laquelle le « drame de germinal » a causé la rupture de « l'alliance » entre le peuple parisien et le gouvernement révolutionnaire et a conduit au 9 Thermidor. C'est le processus d'évolution de cette alliance que cet article se propose de réexaminer, particulièrement du point de vue de « l'opinion publique [...] comme prise en compte et résultat de la parole et des écrits parisiens de l'an II ».

After the Second World War, *Modern world*, by Michio Shibata, and *Robespierre*, by Chizuka Tadami, have been milestones for the generations of researchers studying the French Revolution. The objective of this article is to examine both works with a comparative perspective. Two similarities quickly become apparent. First, they are both studying the relationship between three issues that were at the core of the Japanese research topics: the issue of modernity, the question about the place of popular movements in the development of politics, and the question about the birth and construction of the State. Second, they both share the same understanding of Albert Soboul, which was that the "Germinal tragedy" was the cause of the dissolution of the

“alliance” between the people and the revolutionary government, and that it led to the 9 Thermidor events. This article will be examining the alliance’s evolution process, particularly from the viewpoint of “the public opinion [...] as the expression and result of the Parisian speeches and publications of Year II.”

INDEX

Mots-clés : Shibata Michio, Chizuka Tadami, Albert Soboul, mouvement populaire, drame de germinal, 9 Thermidor, opinion publique

Keywords : Shibata Michio, Chizuka Tadami, Albert Soboul, popular movement, Germinal tragedy, 9 Thermidor, public opinion

AUTEUR

YOSHIHIRO MATSUURA

Université Seikei de Tokyo